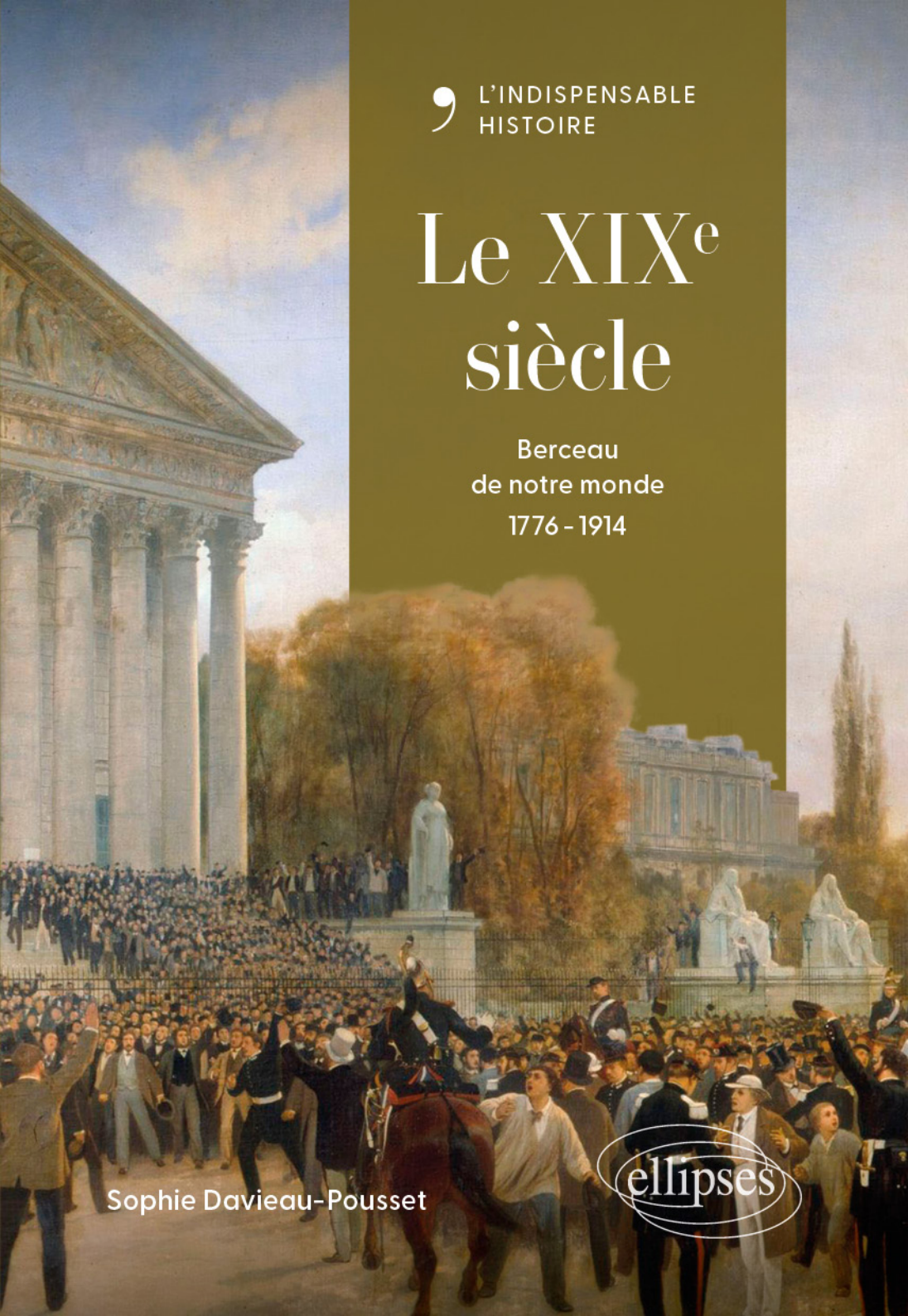




9 L'INDISPENSABLE
HISTOIRE

Le XIX^e siècle

Berceau
de notre monde
1776 - 1914

Sophie Davieau-Pousset

ellipses

9 L'INDISPENSABLE
HISTOIRE

Le XIX^e siècle

Berceau de notre monde
1776 – 1914

Sophie Davieau-Pousset



Dans la même collection

L'Inde, Anne Bernard-Grouteau

La laïcité, Julien Bouchet

La Préhistoire, Marc Groenen

La Révolution française, Nicolas Soulas

Conception graphique couverture et intérieur : Claire BOUCHE

Mise en pages : Soft Office

ISBN 9782340-121669

Dépôt légal : novembre 2026

© Ellipses Édition Marketing S.A.

8/10 rue la Quintinie 75015 Paris



Le Code de la propriété intellectuelle et artistique n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.editions-ellipses.fr

*Aux femmes de ma vie :
Mes filles-soleil, ma maman, mes sœurs,
et mes complices en amitié.
Et à toutes les autres, qui avancent,
aiment et résistent.
Qu'elles continuent d'écrire
l'histoire à leur manière.*

Introduction

Prologue

Dans nos cours d'histoire du XIX^e siècle à Sciences Po, nous apprenons à nos élèves que « faire de l'histoire, ce n'est pas raconter des histoires. » Nous les invitons à se saisir des notions de temporalité, de causalité, de structure et d'acteurs pour décortiquer ce siècle avec la démarche de l'historien.

Ce livre, pourtant, est né d'un désir exactement inverse : raconter. Il s'inscrit dans une démarche résolument narrative. Aussi, pas de notes de bas de page ni d'appareil critique – mais un récit vivant de ce siècle qui pense, qui rêve, qui trébuche, qui se rebelle et invente une modernité fragile.

Cet ouvrage n'a donc pas l'ambition de proposer une histoire globale et exhaustive du XIX^e siècle : de remarquables synthèses existent déjà et figurent dans la bibliographie. Elles s'adressent généralement à un public de chercheurs, d'historiens, d'étudiants. Ici, le propos se veut très accessible, comme un roman du XIX^e siècle – sans renoncer à la rigueur de l'historien. Raconter comment on vivait, on travaillait, on pensait en France, en Europe et dans le monde. Dans une approche ouverte, attentive aux circulations, aux échanges, aux influences réciproques.

Ce livre propose de parcourir ce siècle comme on lirait un roman : peuplé de figures célèbres et d'anonymes, traversé de révolutions et de silences, de conquêtes éclatantes et de drames oubliés. Un roman vrai, où se mêlent l'espérance des peuples et l'ombre des empires.

Le siècle qui enfanta le nôtre

Le XIX^e siècle n'est pas seulement un siècle parmi d'autres : il est celui qui a façonné en profondeur le monde dans lequel nous vivons encore. Nulle autre époque n'a autant transformé, en si peu de temps, la manière de produire, de penser, de gouverner et de vivre. Machines, villes industrielles, États-nations, sciences modernes, idéologies politiques, mondialisation des échanges, affirmation de l'individu : ce qui nous semble aujourd'hui aller de soi s'est forgé alors, souvent dans la violence, toujours dans la contradiction. Le XIX^e siècle est le véritable laboratoire de la modernité.

Cette modernité n'est ni univoque ni pacifique. Elle est traversée de tensions permanentes : entre liberté et domination, émancipation et exploitation, progrès et destruction. Les promesses d'un monde meilleur s'y conjuguent avec des formes nouvelles de contrainte, d'inégalités et de dominations.

1776 : la matrice américaine

Il est d'usage de faire commencer ce « long XIX^e siècle », selon la formule de l'historien Eric Hobsbawm, en 1789, lorsque la déflagration révolutionnaire abat en quelques mois

un édifice social et politique vieux de près d'un millénaire. Nous avons choisi de l'ouvrir quelques années plutôt, dans l'Amérique coloniale encore sous domination britannique. C'est là que s'esquisse la *modernité*.

En 1776, l'ordre du monde semble immuable, le temps s'étire, la tradition organise le monde. En Europe, circulent bien les idées des Lumières et la machine à vapeur commence à transformer les modes de production. Mais comment imaginer alors que ces deux forces vont faire entrer le monde dans une ère nouvelle ?

Partie d'une contestation fiscale, la guerre d'indépendance des Treize colonies américaines inaugure ce que les historiens appellent les « révolutions atlantiques ». Pour la première fois dans l'histoire moderne, un peuple revendique explicitement le désir de se gouverner lui-même au nom de principes universels : liberté, égalité, souveraineté populaire. La Déclaration d'indépendance affirme que les hommes naissent avec des droits naturels, antérieurs à tout pouvoir.

Dans cette rupture fondatrice se dessinent les traits majeurs de la modernité politique : l'irruption des foules révolutionnaires sur la scène de l'histoire, la naissance du citoyen, l'affirmation de la nation, le libéralisme politique et économique, l'émergence de l'individu.

Mais cette grammaire nouvelle est d'emblée traversée de contradictions. L'esclavage perdure, les femmes sont exclues de la citoyenneté, les peuples amérindiens sont marginalisés ou détruits. L'universalisme des droits proclamé se heurte à des pratiques d'exclusion. Cette tension, elle aussi, ne cessera d'accompagner tout le XIX^e siècle.

Ainsi, commencer par 1776, c'est saisir les élans fondateurs de la modernité autant que ses impasses. C'est aussi reconnaître que la période se construit dans un espace déjà mondialisé, où circulent hommes, idées et marchandises, et où les révolutions européennes et américaines s'influencent mutuellement.

1914 : la déflagration

Né dans la fièvre révolutionnaire, ce siècle s'achève en 1914, au bord de l'abîme. Il avance en funambule, les yeux tournés vers une guerre dont il n'imagine ni la durée, ni la violence extrême.

À la veille de 1914, l'Europe semble au sommet de sa puissance. Les empires dominent, les sciences triomphent, les sociétés se modernisent. Et pourtant, sous cette assurance, les failles s'élargissent : nationalismes, rivalités impériales, radicalisation politique, angoisses culturelles.

Une crise régionale dans les Balkans devient un conflit mondial, embrasant une planète désormais étroitement interdépendante. Nationalismes exacerbés, impérialismes rivaux, exclusion, culte de la force et mobilisation des masses : le pire de ce que le XIX^e siècle a produit éclate au grand jour.

La guerre industrielle et mécanisée inaugure une violence d'une ampleur inédite : destruction de masse, mobilisation totale des sociétés, brutalisation durable des rapports humains. Elle dément brutalement la promesse d'un progrès moral continu. La modernité se heurte à sa propre démesure.

Entre ces deux bornes – 1776 et 1914 – s'étend ce siècle fondateur : siècle de révolutions, d'industrialisation, de conquêtes impériales, de transformations sociales et culturelles, qui a produit des héritages encore présents aujourd'hui.

L'entrée fracassante des peuples en scène

Le XIX^e siècle est celui de l'irruption des peuples dans l'histoire politique. Révolutions, insurrections, mouvements nationaux et revendications démocratiques bouleversent l'ordre ancien. Il invente de nouvelles formes de mobilisation et de violence. Celle-ci donne aussi naissance à une peur durable : celle de la révolution incontrôlable, de la Terreur. Les élites cherchent alors à contenir ou à confisquer les révolutions populaires pour redéfinir le pouvoir à leur profit.

Ces révolutions accouchent de la proclamation de droits de l'Homme universels. Le droit devient un langage puissant, mais sélectif, révélant l'ambiguïté profonde de la modernité politique. Car, on le redit, cette universalité reste largement théorique. Femmes, esclaves, colonisés et pauvres demeurent aux marges de la citoyenneté. Des mouvements sociaux, abolitionnistes et féministes émergent alors pour contester ces dominations.

De même, le XIX^e siècle invente aussi la nation, pensée comme un outil d'émancipation des peuples – en Amérique, en Grèce, en Italie ou en Allemagne. Mais la nation est une construction redoutable. On meurt pour elle, on travaille

en son nom, on colonise et on exclut au nom de son unité. La nation produit des frontières, des identités rigides, des hiérarchies entre « nous » et « eux ». Elle nourrit les nationalismes agressifs, les hiérarchies raciales et les conflits internationaux qui culmineront au ^{XX}^e siècle.

L'industrialisation : promesse d'abondance, fabrique d'inégalités

Durant la période, l'industrialisation transforme radicalement les manières de produire, de travailler et de vivre. Elle s'accompagne d'une foi nouvelle dans la croissance, l'abondance et le progrès matériel. De fait, le ^{XIX}^e siècle connaît une expansion économique inédite dans l'histoire de l'humanité, portée par le capitalisme industriel, les innovations techniques et l'exploitation des ressources mondiales.

Mais, là encore, cette prospérité a sa part d'ombre. D'une part, elle est profondément inégalitaire. L'esclavage ne disparaît que très progressivement sous l'effet de la mobilisation des esclaves et d'autres formes d'exploitation s'y substituent (engagisme, travail forcé, etc.). Dans les sociétés modernisées, les conditions de travail sont souvent éprouvantes, la pauvreté urbaine explose, l'exploitation des femmes et des enfants devient massive. La richesse produite se concentre entre quelques mains. D'autre part, à l'échelle mondiale, elle s'appuie brutalement sur l'exploitation des sociétés colonisées.

Face à ces déséquilibres foisonnent de nouvelles pensées critiques : abolitionnisme, socialisme, marxisme, anarchisme, syndicalisme, féminisme. La question centrale et toujours actuelle est : comment mieux partager les richesses et le pouvoir ?

Le progrès technique et scientifique : une nouvelle religion ?

Jamais la science n'a occupé une place aussi centrale. Elle prétend expliquer l'origine de la Terre, de l'humanité, de la matière et le fonctionnement du corps humain. La médecine progresse, l'espérance de vie augmente, les techniques transforment le quotidien. Le progrès devient une véritable foi collective. Beaucoup sont convaincus que l'humanité avance nécessairement vers un avenir meilleur, guidée par la raison et la science.

Mais ce savoir n'est pas neutre. Les discours scientifiques servent aussi à légitimer les dominations : hiérarchies raciales, impérialisme colonial, contrôle des corps et des populations. La science éclaire, mais elle classe, mesure et hiérarchise. Elle est parfois un instrument de pouvoir.

La religion, loin de disparaître, se recompose. Confrontée à la science et à la sécularisation, elle perd son monopole sur le sens, tandis que le progrès tend à devenir un nouvel horizon d'espérance – dont certains pressentent toutefois les limites.

Un monde connecté, une violence mondialisée

Le XIX^e siècle est aussi celui de la mondialisation. L'espace se contracte à mesure que les horizons s'ouvrent. Les nouveaux modes de transport et de communication accélèrent les circulations d'hommes, de marchandises et d'idées qui traversent continents et océans. Le monde devient plus connecté, plus interdépendant, à la fois plus vaste et plus resserré.

Cette connexion est profondément asymétrique. Les empires coloniaux européens dominent une grande partie de l'Afrique, de l'Asie et de l'Océanie – tandis que l'Amérique conquiert progressivement son indépendance. Ce contrôle repose sur la violence, l'exploitation économique, le pillage des ressources et la destruction des sociétés locales. Migrations forcées, travail contraint, massacres coloniaux accompagnent l'expansion européenne.

C'est dans ce contexte que se creuse ce que l'historien Kenneth Pomeranz a qualifié de « grande divergence » entre l'Europe industrialisée et une large part du reste du monde, progressivement soumise à sa domination.

Les paysages recomposés

L'industrialisation et la croissance démographique transforment les paysages. Les villes s'agrandissent et se modernisent : éclairage, réseaux d'adduction d'eau et d'égouts, nouvelles voies de circulation. Ces aménagements visent à

améliorer l'hygiène et la circulation, mais conduisent aussi à mieux contrôler les populations et séparer davantage quartiers bourgeois et quartiers ouvriers.

Les campagnes, souvent pensées comme immuables, changent, elles aussi : les progrès agricoles modifient les rythmes de travail et la production, tandis que l'exode rural réduit leur population. Elles se spécialisent davantage et s'intègrent aux marchés urbains et industriels.

Déjà, ces transformations ont un fort impact sur l'environnement. Les usines, les transports et le chauffage au charbon provoquent une pollution de l'air et de l'eau, surtout dans les villes industrielles. Les paysages sont marqués par les cheminées, les mines et les voies ferrées, tandis que la nature est de plus en plus exploitée et dégradée, faisant émerger les premières inquiétudes sur la nature.

La métamorphose du temps

Le temps lui-même se transforme. Il s'accélère. Les sociétés occidentales entrent dans un nouveau « régime d'historicité », selon l'expression de l'historien François Hartog : leur rapport au temps a changé. Le passé cesse d'être un modèle : les peuples regardent désormais vers le futur, associé au progrès, à la science, à l'innovation. Surtout, le temps vécu au présent semble déjà dépassé, révolu et révolutionné en permanence. Les contemporains en ont bien conscience. Ainsi, le poète Lamartine écrit en 1851 : « Il n'y a plus

d'histoire contemporaine [...]. Je dépasse à peine le milieu de la vie, et j'ai vécu déjà sous dix dominations, ou sous dix gouvernements différents en France. »

Par ailleurs, les individus gagnent de nouveaux temps : vie plus longue, dimanches chômés, soirées désormais éclairées – autant de temps pour soi, pour les loisirs ou l'engagement. En contrepartie, le quotidien est de plus en plus réglé, mesuré, chronométré. Cette nouvelle organisation du temps et de l'espace s'inscrit dans ce que Michel Foucault analyse comme une société disciplinaire, où l'horloge, la cadence et la surveillance encadrent de plus en plus étroitement les individus.

L'individu moderne : entre émancipation et contrôle

Enfin, le XIX^e siècle transforme en profondeur les manières d'être soi. Il invente l'individu moderne : un citoyen sujet de droits, mais aussi un objet de savoirs et de contrôles. Les sociétés cherchent à mesurer, classer et normaliser les individus à travers la médecine, la psychiatrie, la statistique, l'école ou la prison, participant à une gestion rationalisée des populations.

La famille recentrée sur le modèle nucléaire devient un lieu central d'affection plus affirmé, mais aussi de discipline : elle encadre les comportements, les rôles de genre et l'éducation des enfants, tout en relayant les normes sociales et morales de l'État et de la société bourgeoise.

Dans le même temps, l'individu revendique une intimité, une singularité, une voix propre. L'alphabétisation, qui permet la lecture pour soi, le miroir, la photographie ou encore le journal intime donnent une place inédite à l'expérience individuelle et favorisent l'introspection.

Le « moi » moderne naît ainsi dans une tension constante entre émancipation subjective et intégration dans la masse. C'est l'âge des foules, mais l'individu y est aussi plus surveillé et souvent seul face à lui-même.

Parallèlement, les arts et la littérature reflètent et interrogent cette modernité : le romantisme, le réalisme, le naturalisme et le symbolisme donnent voix aux passions du siècle, exprimant souvent un sentiment de désenchantement face à un monde de plus en plus mécanique et impersonnel. Les penseurs s'interrogent. Baudelaire, Marx ou Nietzsche, chacun à leur manière, diagnostiquent cette crise de la modernité.

Un siècle qui nous travaille

Ce siècle est donc ainsi celui « des possibles » comme l'a écrit Emmanuel Fureix à propos de la France. Il est tout autant celui des conquêtes de la science que des massacres coloniaux, celui de la machine et du suffrage, du capitalisme triomphant et de la misère ouvrière. Il s'étend entre deux vertiges – l'espérance de 1776 et la catastrophe de 1914. Ce livre propose d'en suivre le récit – non comme une marche triomphale vers le progrès, mais comme une aventure

humaine, faite de rêves, de luttes, de violences et d'espérances. Ce siècle n'est pas derrière nous : plus qu'un âge révolu, il est une origine. Le XIX^e siècle est bien ce moment où s'invente notre monde moderne, avec ses promesses, ses déséquilibres et ses désillusions : un monde qui nous travaille encore.

PREMIÈRE PARTIE

L'âge des Révolutions

L'éveil du monde moderne

1776 - 1815

« Le siècle présent, en un mot, qui sépare
le passé de l'avenir, qui n'est ni l'un ni l'autre
et qui ressemble à tous deux à la fois,
et où l'on ne sait, à chaque pas qu'on fait,
si l'on marche sur une semence ou sur un débris. »

Alfred de Musset, *Confession d'un enfant du siècle*, 1836.

C'est là que tout bascule : en Amérique. Sur une terre encore jeune aux yeux des Européens, treize colonies se dressent contre la puissance qui les a fondées. Elles affirment qu'un peuple peut se gouverner lui-même, qu'une nation peut naître non de la tradition mais d'un choix. Et soudain, au cœur du XVIII^e siècle, les États-Unis d'Amérique surgissent, comme une promesse faite et une provocation lancée au Vieux Monde.

Leur audace franchit l'océan. En Europe, la France ne se contente pas de suivre l'exemple venu d'Amérique : elle l'amplifie, le précipite, l'exalte jusqu'à renverser l'ordre ancien.

Un peuple découvre une voix, une force, une vocation politique. Une nation se cherche en avançant, pas à pas, entre enthousiasme et inquiétude, portée par l'idée nouvelle qu'elle peut décider elle-même de son destin. Ce tumulte peut-il durer indéfiniment ? Comment gouverner une Révolution – ou seulement l'arrêter ? Autour de la scène révolutionnaire, des silhouettes se détachent, prudentes ou audacieuses, résolues ou vacillantes : Louis XVI, La Fayette, Robespierre, Bonaparte... Des silhouettes de femmes, aussi, qui écrivent, manifestent, revendiquent d'être enfin reconnues comme citoyennes à part entière. Et le peuple, surtout, dans sa diversité mouvante, hésitant, fiévreux, épuisé ou exalté, acteur essentiel et témoin inquiet d'un monde qui se défait et se réinvente.

Car l'idéal qui circule alors n'a plus de frontières : né dans les débats des Lumières, nourri par l'audace américaine et porté par l'onde de choc française, il s'étend par-delà les mers. Dans les plantations de Saint-Domingue, des hommes et des femmes enchaînés entendent parler de liberté et s'attachent à briser leurs fers. Dans les Andes, dans les plaines du Venezuela, d'autres insurgés se lèvent à leur tour, guidés par leurs propres combats et leurs propres espérances. Peu à peu, l'Atlantique devient un espace de révolutions qui se répondent.

Cette partie qui court jusqu'en 1815 raconte ce moment où l'histoire s'accélère brutalement : comment, en moins d'une génération, un monde fondé sur la tradition et l'obéissance s'est mué en un monde de citoyens, de nations et d'idées. Comment la promesse d'un ordre nouveau, né de l'espérance révolutionnaire, a ouvert la voie à la modernité politique.

La naissance d'une nation : la « Révolution américaine »

« La liberté, sitôt qu'elle prend racine,
est une plante qui croît vite. »

George Washington, *Lettre à James Madison*, 2 mars 1788.

Tout commence ici donc, sur les rivages atlantiques d'un continent que l'Europe nomme alors « Nouveau Monde », bien qu'il soit depuis des millénaires habité, façonné et ordonné par de nombreuses nations amérindiennes. Au XVII^e siècle, l'Angleterre y implante progressivement des colonies, espaces de foi, de commerce et d'expérimentation politique. L'éloignement de la métropole encourage une culture originale et autonome, propice à inventer. Dans ces sociétés neuves, les colons britanniques élaborent, au contact d'un territoire immense et des idées des Lumières, une culture politique fondée sur la liberté locale, la propriété individuelle et une pluralité religieuse inédite en Europe.

Lorsque Londres resserre son contrôle fiscal et politique après 1760, un mouvement de contestation s'esquisse : les colons refusent de payer des taxes sans être représentés au Parlement de Londres. Bientôt, la confrontation se transforme en guerre. Pour les Britanniques, il ne s'agit d'abord

que d'une simple rébellion coloniale ; pour les insurgés, c'est déjà une guerre d'indépendance. Les historiens la nomment la « Révolution américaine ».

L'expression s'impose incontestablement. L'indépendance proclamée en 1776 ouvre la voie à une modernité politique fondée sur des droits présentés comme universels, tandis que la Constitution de 1787 – toujours en vigueur plus de deux siècles après, au prix de quelques amendements – établit un régime républicain stable, sans roi ni aristocratie, reposant sur la souveraineté populaire. Pour la première fois, un peuple colonisé conquiert durablement son autonomie – et, fait inédit, le « droit au bonheur » est posé comme principe politique.

Révolution, donc, mais révolution inachevée. Le transfert du pouvoir s'effectue principalement de la Couronne britannique vers les hommes libres, propriétaires et blancs. La promesse universelle de liberté s'inscrit ainsi dans un cadre social restreint : les femmes restent exclues du suffrage et de la vie publique ; l'esclavage demeure solidement implanté ; les nations amérindiennes sont marginalisées puis repoussées brutalement vers l'Ouest ; et le libéralisme économique annonce déjà la persistance de fractures sociales.

L'Amérique avant les États-Unis

Les Britanniques ne sont pas les premiers à s'installer sur ce continent, habité depuis des millénaires et dont la révélation progressive aux Européens, depuis la traversée de Colomb en 1492, a éveillé les convoitises, espagnoles et portugaises dans un premier temps.

Une terre peuplée : aux temps de la Terre-Mère

À quoi ressemblent ces vastes étendues nord-américaines avant la colonisation ? Ces terres sont habitées depuis longtemps : les premières traces d'occupation humaine remontent à plus de 15 000 ans. Bien avant l'arrivée des Européens, un monde riche s'y est développé. À l'aube du XVII^e siècle, on compte alors entre 3 et 7 millions d'habitants au Nord du Mexique, répartis en plus de trois cents nations parlant plus de deux cents langues. Powhatans, Wampanoags, Iroquois, Cherokees et tant d'autres composent un vaste ensemble de sociétés qui façonnent l'espace nord-américain.

Ces peuples vivent dans des paysages variés : forêts profondes éclairées par le feu, plaines où migrent les bisons, marécages bruissant d'oiseaux, rivières rapides aux eaux claires riches en saumons et esturgeons. Les villages s'installent près des rivières, les clairières sont ouvertes pour les cultures, des sentiers sinueux relient les campements, et des greniers de bois préservent les récoltes. Rien ici n'est désert

ni « sauvage » comme le prétendront les Européens pour justifier leurs conquêtes : c'est un territoire habité, pensé, ordonné, familier à ceux qui y vivent.

Ces sociétés cultivent le maïs, les haricots et les courges ; chassent le bison dans les plaines et le cerf dans les forêts ; pêchent dans les fleuves et les lacs. Leurs économies sont interconnectées : peaux, cuivre, pierres taillées, objets de pierre taillée ou de silex, coquillages wampum circulent sur de vastes réseaux terrestres et fluviaux.

Le rapport à la nature est sacré : les animaux, les rivières, les forêts sont habitées par des forces spirituelles et des esprits tutélaires. La Terre-Mère nourrit, protège, mais exige respect et réciprocité. Les cérémonies rythment les saisons et célèbrent la fertilité des sols, la générosité du gibier et la bienveillance des dieux et ancêtres. Les structures politiques, souvent fédératives ou fondées sur le consensus, témoignent d'une organisation collective.

Bien avant que les Anglais n'y prennent pied, l'Amérique du Nord est un monde ancien, dense, cultivé et spirituel. Bientôt, pourtant, ces sociétés seront détruites par les conflits, les spoliations et les maladies venues d'Europe, provoquant un effondrement démographique brutal – de 70 % à plus de 80 % selon les régions en un siècle !

Sur les rivages de l'Est

Pendant longtemps, l'Angleterre regarde ce continent de loin. Elle en connaît l'existence par les récits de pêcheurs basques et bretons, et sait que les Espagnols ont déjà longé et sondé les rivages du Sud-Est.

Convaincus que la puissance des nations européennes se forge dans la conquête de nouveaux territoires, les Britanniques choisissent à leur tour de s'engager dans l'aventure américaine. Les premières ambitions restent pourtant fragiles : les moyens manquent, les capitaines sont peu agueris, et les expéditions reposent davantage sur des financements privés que sur un véritable soutien de la Couronne. En 1578, Humphrey Gilbert obtient un brevet pour fonder une colonie, sans parvenir à l'établir. Sir Walter Raleigh reprend le projet en 1584, et envoie des navires reconnaître les côtes de la future Virginie. On explore sans s'installer durablement : on dresse des cartes encore approximatives, on prend contact avec quelques nations autochtones, et de petits détachements restent sur place pour observer. Tout se fait prudemment, modestement. À Roanoke, entre 1585 et 1587, une petite colonie s'installe sur la côte de l'actuelle Caroline du Nord, face à l'Atlantique. Ses traces s'interrompent bientôt : les colons disparaissent, laissant derrière eux un site désert et un mystère, celui de la « *Lost Colony* ».

Il faut attendre le début du XVII^e siècle et la création de la *Virginia Company* pour qu'une tentative s'affirme enfin, avec l'établissement de Jamestown en 1607, sur les rives

du fleuve *Powhatan* (rebaptisé James, en l'honneur du roi britannique) dans l'actuelle Virginie. C'est la première implantation anglaise durable du continent américain ! Les débuts sont difficiles : maladies, faim, conflits avec les Amérindiens, mauvaise organisation... Sur les cent premiers colons, la majorité meurt dans les mois qui suivent. Et pourtant, le village parvient à survivre grâce à l'introduction du tabac, qui devient rapidement le pilier économique de la colonie. Ce commerce lucratif attire de nouveaux venus et l'on voit se former un système de plantations reposant d'abord sur des serviteurs sous contrat – des Européens qui s'engagent pour plusieurs années, cédant leur travail contre la traversée et la promesse d'un établissement futur – puis, après l'arrivée de captifs africains en 1619, sur l'esclavage. La culture du tabac, bientôt suivie de celle du riz et de l'indigo, exige une main-d'œuvre considérable, particulièrement dans les colonies du Sud.

Un autre épisode fondateur marque durablement l'imaginaire américain : la traversée du *Mayflower*. À son bord, une centaine de migrants puritains, en rupture avec l'Église d'Angleterre, fuient les persécutions religieuses et rêvent d'un « Nouveau Monde » où ils pourront pratiquer librement leur foi. Après une traversée longue et périlleuse, le navire accoste en novembre 1620 sur les rivages austères du Massachusetts. Avant de débarquer, les passagers rédigent et signent un pacte dans lequel ils s'engagent à obéir collectivement aux lois qu'ils adopteront eux-mêmes, « pour le bien général de la colonie ». Bien que rudimentaire, ce texte

est souvent tenu comme l'un des premiers actes d'autogouvernement de l'histoire américaine. Sur la côte sauvage du *Cape Cod*, ils fondent la colonie de Plymouth. Les Pères pèlerins y affrontent un hiver terrible : la moitié d'entre eux succombe au froid, à la faim ou à la maladie. Grâce à l'aide des Wampanoags, un peuple amérindien voisin qui leur apprend à connaître les ressources et les rythmes de cette terre nouvelle, les survivants récoltent en 1621 une moisson abondante. Trois jours de célébration sont alors organisés avec leurs alliés autochtones pour remercier la Providence de ce miracle arraché à la rudesse du Nouveau Monde, autour de dindes sauvages et de pigeons : c'est l'origine de *Thanksgiving*. La colonie prospère rapidement : fondation de Boston en 1630, création de l'université de Harvard en 1636 dans une expansion continue. Elle donnera même, au fil des générations, des descendants illustres tels que Franklin Delano Roosevelt, les présidents Bush ou encore Marilyn Monroe !

Terres de refuge et laboratoires politiques

Au fil des décennies, de nouvelles colonies anglaises s'ancrent sur les rivages nord-américains, chacune portée par une histoire singulière, une idée neuve, un horizon propre – une mosaïque de sociétés où chaque fondation ouvre un récit différent.

Fondé en 1634, le Maryland s'affirme comme l'un des rares havres de tolérance d'un empire alors déchiré par les querelles confessionnelles. L'*Act of Toleration* de 1649 en fait un laboratoire précoce de coexistence religieuse et la scène des premiers colons, catholiques et protestants réunis pour une même messe à St. Mary's City, en capture l'esprit singulier.

Plus au sud, la Caroline (1663) naît d'un mélange d'audace politique et d'appétit économique. Ses *Constitutions fondamentales*, rédigées avec la caution intellectuelle de Locke, esquissent une utopie sociale qui restera théorique, mais dont l'ambition révèle la volonté d'expérimenter de nouveaux modèles.

La Géorgie (1733), pensée à la fois comme refuge pour les plus démunis et comme rempart face à la Floride espagnole, s'essaie d'abord à un modèle moral strict – interdiction de l'esclavage et du rhum – rapidement abandonné sous la pression des réalités coloniales.

À contrepoint, la Pennsylvanie, concédée en 1681 à William Penn, naît d'un idéal affirmé. Le Quaker y imagine un sanctuaire pour les dissidents religieux : quakers, protestants, catholiques et juifs y cohabitent dans un climat de respect mutuel que l'Europe peine alors à offrir.

Au Nord, le Massachusetts et le Connecticut incarnent une autre voie : celle d'un puritanisme exigeant, où la paroisse structure la vie collective, où la foi inspire la loi, et où l'ordre moral prétend fonder l'ordre social tout entier.

Ainsi prennent corps les Treize Colonies, une géographie en chantier où chaque terre, selon ses besoins et ses espoirs, façonne sa propre vision du Nouveau Monde. Certaines s'installent comme de véritables sociétés de peuplement, attachées à la terre, au rythme des saisons et à la cohésion du voisinage ; d'autres naissent sous le signe du commerce ou de la concession, façonnées par des intérêts privés plus que par l'idée d'une communauté durable. Plus au sud, l'économie des grandes plantations – tabac d'abord, riz ensuite – réclame des bras en quantité. Le travail servile s'y transforme en un système esclavagiste qui s'affirme d'année en année, jusqu'à devenir, à la fin du ^{xvii}e siècle, l'ossature même de la Virginie et de la Caroline.

Malgré leurs divergences, un trait les rassemble : la distance avec Londres, à la fois géographique et politique. De cet éloignement naît, jour après jour, une autonomie vécue au quotidien – gouvernement local, attachement à la propriété privée, liberté religieuse – et une culture politique qui, sans bruit, prépare la Révolution à venir.

Un empire prospère, une nation en devenir

Au ^{xvii}e siècle, Londres se rappelle à ses colonies. Longtemps laissées à elles-mêmes, elles apparaissent désormais comme un réservoir de richesses qu'il faut ordonner et contrôler. Intégrées au mercantilisme européen, elles

deviennent pourvoyeuses de matières premières et débouchés réservés aux produits manufacturés anglais, un système pensé pour servir les intérêts de la Couronne.

L'étreinte de la Couronne britannique

À partir de 1651, les *Actes de navigation* resserrent l'emprise de Londres. Certains produits – tabac, indigo, coton, riz, fourrures ou cuivre – ne peuvent être exportés qu'en Angleterre, tout commerce extérieur doit passer par des ports britanniques, et seuls des navires anglais peuvent relier les deux rives de l'Atlantique. D'autres lois verrouillent le développement local : en 1732, les peaux de castor doivent être envoyées à Londres pour y devenir des chapeaux avant de revenir à prix fort ; en 1750, la métallurgie lourde est interdite, empêchant toute ambition sidérurgique américaine. Les colonies demeurent ainsi cantonnées à leur rôle : terres d'extraction et marchés captifs, privées d'autonomie commerciale comme industrielle.

Cette dépendance nourrit un déséquilibre permanent. Les importations dépassent les exportations et les espèces métalliques manquent cruellement, la Couronne interdisant toute banque coloniale ou émission monétaire. Cette « famine de monnaie » entrave les échanges et fragilise l'économie quotidienne.

Pourtant, ce système n'étouffe pas la prospérité coloniale. Les colons y trouvent des débouchés sûrs et des primes, notamment pour la culture de l'indigo. Surtout,

le contrôle britannique demeure souple : les douaniers sont peu nombreux, souvent corruptibles, et la contrebande s'organise. Les échanges parallèles avec les Antilles françaises ou les ports espagnols se développent, tandis que la pêche à la baleine – libre de réglementation – enrichit les ports de Nouvelle-Angleterre.

À la veille de la Révolution, les Treize Colonies comptent près de 2,5 millions d'habitants, dont environ 500 000 esclaves africains. Boston, Newport et Philadelphie sont désormais des ports actifs et prospères, signes d'une société en plein essor.

Aux origines de l'esprit américain

Sur le plan politique, les colonies britanniques d'Amérique du Nord apprennent très tôt à se gouverner elles-mêmes. Le roi règne, certes, mais de loin, au-delà de l'océan, à la mesure du temps que met le courrier à traverser l'Atlantique. Sur place, un gouverneur parle en son nom ; pourtant, il n'agit jamais seul. Dans chaque colonie, une assemblée élue vote les impôts, surveille les finances et débat des affaires publiques. En Virginie, la *House of Burgesses*, fondée en 1619, devient ainsi un petit Parlement colonial : on y négocie, on y conteste, on y défend ses intérêts. Ces institutions forment des générations entières à la vie civique. Les représentants du roi doivent composer avec propriétaires, marchands et notables locaux : chaque décision se discute, se

justifie, se vote. Peu à peu, cette gouvernance de proximité forge une habitude du débat, du compromis, et surtout du contrôle du pouvoir.

Certaines colonies vont plus loin encore. En Pennsylvanie ou au Rhode Island, la liberté religieuse n'est pas seulement tolérée : elle est inscrite dans les fondements mêmes de la société. Quakers, baptistes, presbytériens, catholiques et juifs vivent côte à côte, sans qu'un pouvoir terrestre n'impose une foi. Cette pluralité, presque inédite au XVIII^e siècle, façonne une culture où l'on discute, où l'on tolère, où l'on accepte que plusieurs vérités coexistent. Ici, le pluralisme religieux nourrit une pédagogie de la liberté politique.

La vie intellectuelle, d'abord tournée vers Londres, se développe ensuite sur place. On lit les journaux venus de Westminster, on commente Locke, on admire Newton. Puis les presses de Boston, Philadelphie et Williamsburg prennent le relais, publiant gazettes, pamphlets et essais où l'on parle commerce, vertu civique, science et liberté. Les premières universités – Harvard (1636), Yale (1701), Princeton (1746) – forment une élite qui lit Cicéron autant qu'elle observe les réalités d'un monde neuf, moins figé que l'Europe. Dans les ports animés, tavernes et cafés tiennent lieu de salons : on y débat, on y écoute, on y apprend à persuader. Clubs de lecture, loges maçonniques, sociétés savantes deviennent des laboratoires d'opinion où s'exerce une parole

publique encore balbutiante mais déjà résolue. Là naît une sociabilité nouvelle – un premier espace public américain, où s’esquisse une citoyenneté active.

L’art proprement américain reste modeste, la littérature encore discrète, mais elle existe : almanachs pleins de conseils pratiques, récits de voyage, sermons qui méditent sur la morale et l’effort. La figure de Benjamin Franklin, imprimeur, savant et moraliste, incarne ce nouvel esprit : travailleur, inventif et détaché des hiérarchies sociales. Sans rompre avec l’Angleterre, les colons élaborent ainsi un modèle original, nourri de valeurs britanniques, mais transformé par l’expérience américaine : celle d’un monde plus libre, plus mobile, où la réussite dépend moins de la naissance que du travail.

Ce petit monde colonial s’inscrit aussi dans des rivalités impériales plus vastes. Au XVIII^e siècle, la France contrôle un immense espace allant du fleuve Saint-Laurent à la Louisiane, et sa confrontation avec l’Angleterre culmine dans la guerre de Sept Ans (1756-1763). Le coût écrasant du conflit épuise les finances britanniques et pousse Londres à exiger pour la première fois une contribution fiscale directe de ses colonies. Beaucoup d’historiens (Fred Anderson, Eliga Gould, Nicholas Canny) voient dans ces années un moment charnière. De cette déchirure naît la crise des années 1760.

Et pourtant, jusqu’à cette rupture, rien ne laisse présager un tel affrontement. L’économie prospère, la culture reste britannique, la loyauté au roi est réelle. Il est vrai

toutefois que cette fidélité se conjugue avec une habitude du *self-government*, une liberté religieuse rare, et une culture du débat profondément enracinée. Alors, lorsque Londres durcit brusquement son autorité dans les années 1760, les colons découvrent qu'ils se sont déjà habitués à penser, discuter et décider en Américains.

La naissance des États-Unis

La guerre de Sept Ans a coûté cher au vainqueur : Londres veut renflouer ses caisses. La métropole se tourne alors vers l'outre-Atlantique. Et il n'y a pas que la dette à résorber : les élites britanniques entendent bien renforcer leur autorité sur les colons américains.

« *No taxation without representation* »

Ce réveil brutal prend la forme d'une série de nouvelles taxes dans les années 1760. D'abord le Stamp Act de 1765, qui frappe les documents officiels, puis, deux ans plus tard, les Townshend Acts de 1767, qui portent sur des produits importés tels que le verre, le thé ou le papier. L'indignation est immense dans les colonies : la métropole impose une fiscalité sans concertation ! Les colons n'ont jamais refusé le principe même de l'impôt, mais ils entendent en débattre et y consentir, comme ils en ont toujours eu l'usage dans leurs assemblées locales. Il se joue là un élément essentiel : la fiscalité n'est pas rejetée en tant que telle, mais elle est

perçue comme non légitime puisqu'imposée. Bien souvent, ce n'est pas l'impôt lui-même qui fait naître les révolutions, mais l'injustice qu'il incarne.

C'est dans ce climat que naît le mot d'ordre « *No taxation without representation* ». Ce slogan efficace gagne les rues grâce à un réseau de marchands, d'artisans et d'imprimeurs qui organisent boycotts et rassemblements. Leur mobilisation donne à la protestation coloniale une ampleur nouvelle et transforme une querelle fiscale en cause publique. À New York, le *Stamp Act Congress* réunit des délégués de neuf colonies qui adoptent une *Déclaration* ferme : aucun impôt n'est légitime sans représentation politique.

Une véritable opposition politique se met en place face à Londres, mais les Britanniques n'en prennent pas la mesure. Au contraire, la métropole persiste et durcit sa position, alimentant la contestation qui bientôt change de nature : ce ne sont plus seulement les taxes qui sont discutées, mais le système impérial tout entier !

Dès 1767, les voix se font donc plus radicales. Dans ses *Letters from a Farmer in Pennsylvania*, l'avocat et député pennsylvanien John Dickinson accuse l'Empire britannique de ne traiter ses colonies que comme des vaches à lait. Dans les tavernes de Boston ou de Philadelphie, on débat désormais avec passion des idées de Locke ou d'Adam Smith, de libre-échange, de droits naturels, d'autonomie politique. Peu à peu, les colons prennent conscience d'intérêts américains propres, distincts – et peut-être même opposés – à ceux de la

mère patrie. La presse, elle, attise les esprits. Les Britanniques cessent d'être des compatriotes : ils deviennent les « ennemis de la patrie ». À l'inverse, la cause américaine se pare des vertus du courage, de la vertu et du sacrifice. Les colons se découvrent un rôle moral : celui d'un peuple simple, laborieux et droit, opposé à une Angleterre corrompue par le luxe et les privilèges.

À mesure que Londres refuse d'entendre, les assemblées coloniales s'imposent comme les seules autorités légitimes. Des comités de correspondance tissent un réseau politique d'un bout à l'autre des colonies, unifiant ce qui n'était encore qu'une mosaïque. Alors, en 1774, à la Convention de Richmond, l'avocat Patrick Henry lance à la tribune une phrase devenue célèbre : « Je ne suis pas un Virginien, mais un Américain. » Une nation est bien en gestation.

De la révolte à la victoire : la guerre d'indépendance américaine

Londres s'entête. En 1773, la métropole frappe un nouveau coup : le *Tea Act*, offre à la toute-puissante Compagnie anglaise des Indes orientales le monopole du thé dans les colonies. Quoi de plus symbolique que de limiter le commerce de cette boisson si britannique ? C'est l'affront de trop. Ainsi, par une nuit froide de décembre, un groupe de patriotes déguisés en Amérindiens se faufile dans le port de Boston et jette à la mer les cargaisons de thé : c'est la *Boston Tea Party*. L'événement marque un tournant.

La riposte britannique ne se fait pas attendre. Dès 1774, Londres adopte les *Coercive Acts* – bien vite rebaptisés *Intolerable Acts* en Amérique : fermeture du port de Boston, musellement des assemblées locales, mise sous tutelle militaire du Massachusetts. Pensées pour briser les colonies, ces mesures les soudent plus fermement. Pour la première fois, les Treize colonies envoient des délégués à Philadelphie : le Premier Congrès continental affirme leur solidarité et décrète un boycott général des produits anglais.

Dans les campagnes de Nouvelle-Angleterre, des milices citoyennes – les *Minutemen* – s’organisent dans la clandestinité. Et lorsque la rumeur d’une expédition britannique se confirme, tout bascule : à Lexington, en avril 1775, les premiers coups de feu retentissent. Qui a tiré le premier ? Nul le sait, mais ce tir anonyme est le premier de la guerre : il ne s’agit plus de résistance, mais de sécession. Le deuxième Congrès continental confie le commandement des forces coloniales à un planteur de Virginie : George Washington. Sous son autorité, les milices dispersées se muent progressivement en une véritable armée.

George Washington : du chef de guerre au président

Né en 1732 en Virginie, George Washington appartient à l’élite des planteurs esclavagistes. Après avoir servi comme officier britannique durant la guerre de Sept Ans, il devient l’une des figures majeures de la contestation coloniale. En 1775, le Congrès continental lui confie le commandement de l’armée